

## Obtenir des données sur l'environnement dans le cadre des informations économiques & financières

**Le Conseil d'entreprise (CE) dispose d'un droit général d'information et d'avis sur toute une série d'informations à caractère économique, financier et social (base légale : AR du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux Conseils d'entreprise). L'environnement ne fait pas partie en tant que tel des informations communiquées au CE. Par contre, les informations économiques et financières (IEF) sont une porte d'entrée pour obtenir de nombreuses informations sur les questions d'environnement.**

**Pour rappel, les IEF sont discutées à quatre moments :**

- tous les 4 ans, lors de l'installation du nouveau CE : c'est l'information de base. Elle vise à permettre aux nouveaux délégués de bien connaître l'entreprise à travers 10 grands indicateurs, ou clés ;
- tous les ans (dans les 3 mois qui suivent la clôture de l'exercice, avant l'assemblée générale des actionnaires) : c'est l'information annuelle qui vise à remettre à jour les données de l'information de base et à discuter des résultats financiers de l'année écoulée ;
- périodiquement (au moins trimestriellement) : certaines données sont actualisées ;
- occasionnellement : par exemple, lors d'événements ou de décisions importantes pour l'entreprise.

Tous ces moments vous fourniront des occasions pour aborder les questions d'environnement à partir des informations données.

L'information relative aux IEF est divisée en 10 postes souvent appelés les 10 clés. Certains vous permettront d'obtenir des renseignements importants sur la gestion environnementale présente et à venir de votre entreprise.

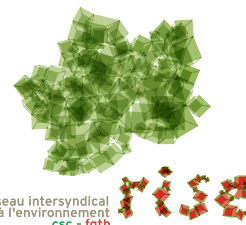
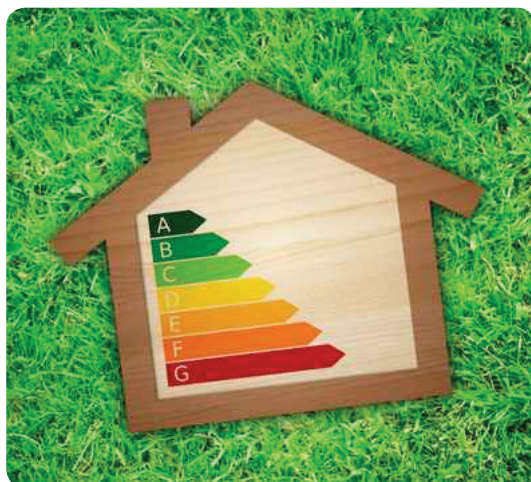
### Que faire syndicalement pour obtenir et exploiter les IEF dans un but environnemental ?

En fonction de vos objectifs syndicaux en matière d'environnement, vous pourrez creuser certains aspects des IEF. Par exemple :

- connaître le coût total des dépenses d'énergie sera utile pour proposer de réaliser un audit énergétique ou inciter à réaliser certains investissements en économie d'énergie ou dans les énergies renouvelables ;
- connaître le montant total du coût de la gestion des déchets pour inciter à la mise en œuvre d'une politique d'achats verts ;
- appréhender les évolutions du marché pour mieux orienter la formation professionnelle des travailleurs dans le cadre du verdissement de l'économie.

Le travail en équipe syndicale est ici indispensable pour exploiter au mieux les informations déjà obtenues au CPPT. Pensez également à demander le soutien de votre permanent qui pourra faire le lien avec les pratiques d'autres entreprises du même secteur.

**Exemple :** une délégation d'une entreprise du secteur de l'isolation s'est informée sur les performances énergétiques d'un outil de production qui allait être remplacé. Elle a ainsi pu orienter le nouvel investissement de l'entreprise vers l'équipement le plus économe en énergie.



**Quelles questions poser au CE ?**

Attention, certaines questions ne sont pas pertinentes pour tous les secteurs d'activité.	
<p><b>Clé Position concurrentielle</b></p>	<p><u>Position sur le marché et politique commerciale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'environnement est-il considéré comme un argument de vente ? En quoi ? Quel est l'impact commercial ?</li> <li>• L'environnement est-il un facteur de compétitivité pour l'entreprise ?</li> <li>• Quelle est l'attitude de la concurrence par rapport à l'environnement ? Que font les concurrents en la matière ? Les concurrents possèdent-ils une certification environnementale ?</li> </ul> <p><u>Contrats durables</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entreprise a-t-elle conclu des contrats durables ayant une incidence sur l'environnement (par exemple un contrat avec un fournisseur d'énergie, un transporteur) ?</li> <li>• L'entreprise est-elle en accord de branche ? Quels sont ses engagements (amélioration de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, etc.) et les soutiens dont elle bénéficie (exonération des certificats verts, réduction d'accises, etc.) ?</li> </ul> <p><u>Prix de revient et prix de vente par unité de produit</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelle est la part de l'énergie, des matières premières, de la gestion des déchets, du transport des marchandises dans le prix de revient ? Quelle est leur évolution ? Comment évolue le prix de l'énergie pour l'entreprise ? Y a-t-il une pression sur les prix de certaines matières premières/ressources ?</li> </ul>
<p><b>Clé Production</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les techniques de production utilisées permettent-elle de minimiser les impacts sur l'environnement ? Des améliorations sont-elles possibles ?</li> <li>• Utilise-t-on les meilleures technologies disponibles au plan de l'environnement ?</li> </ul>
<p><b>Clé Structure financière :</b> dans les comptes annuels (voir aussi la grille d'analyse des comptes annuels pour davantage de détails)</p>	<p><u>Bilan</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Immobilisations corporelles : y a-t-il des investissements réalisés dans un but environnemental (par exemple une station d'épuration des eaux, l'installation d'un parc à conteneurs, l'encuvement de citernes, etc.) ? Lesquels ? Pour quels montants ? Quelle est la part environnementale dans le coût de telle machine ? Dans tel matériel de production ? Quel est le temps de retour sur investissement attendu ?</li> <li>• Provisions pour risques et charges : certaines provisions ont-elles un lien avec l'environnement (par exemple une provision pour l'assainissement d'un sol pollué, pour la remise en état d'une carrière en fin d'activité, etc.) ?</li> </ul> <p><u>Compte de résultats</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Services et biens divers : quels sont les frais liés à la gestion de l'environnement (coûts relatifs à la consommation d'eau, d'énergie, les sous-traitances liées à la gestion de l'environnement comme le traitement des déchets, coûts relatifs au transport des marchandises, les assurances relatives aux risques environnementaux liés à l'activité de l'entreprise, etc.) ?</li> <li>• Autres charges d'exploitation : quel est le coût des taxes environnementales (eau, déchets, etc.) ? Y a-t-il eu des amendes ? Pourquoi et pour quels montants ?</li> </ul>
<p><b>Clé Budget et calcul du prix de revient</b></p>	<p><u>Budget</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quel est le coût prévisionnel de la gestion de l'environnement (coût de la gestion des déchets, quantités prévues de consommation d'eau, d'énergie, de matières premières, taxes, etc.) ?</li> <li>• Quel est le coût prévisionnel de l'énergie ? Existe-t-il une comptabilité énergétique ?</li> <li>• Quelles sont les prévisions de dépenses environnementales (investissements, prévention des pollutions, dépollution des sols, etc.) ?</li> <li>• Existe-t-il une comptabilité environnementale ? La comptabilité permet-elle de connaître le coût global de la gestion de l'environnement ?</li> </ul> <p><u>Calcul du prix de revient</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelle est la part du coût environnemental dans le prix de revient d'un produit fini ? Quelle est la part du coût du transport des marchandises ?</li> <li>• Quel est le coût de la gestion de l'environnement ?</li> <li>• Quelles sont les dispositions prises pour réduire les consommations d'énergie et de matières premières ?</li> </ul>
<p><b>Clé Programme et perspectives d'avenir</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels sont les investissements projetés en vue d'une meilleure gestion de l'environnement ? Y a-t-il des investissements prévus en matière d'économie d'énergie/de ressources ? L'entreprise compte-t-elle investir dans les ER ?</li> <li>• Quel est l'impact de l'augmentation du coût de l'énergie et des matières premières pour l'entreprise ? Quelles sont les dispositions prises ? L'entreprise est-elle prête pour une transition vers une économie bas carbone ?</li> <li>• L'entreprise est-elle concernée par le Système d'Echange de Quotas d'Emission ? Quels sont les quotas de CO<sub>2</sub> alloués à l'entreprise ? Quelle est la politique développée en la matière ?</li> <li>• Les impacts environnementaux lors de la production et/ou les impacts environnementaux du produit sont-ils déterminants pour l'avenir de l'entreprise ?</li> <li>• Quelles sont les orientations de la politique environnementale pour les prochaines années ?</li> <li>• Des synergies sont-elles étudiées/prévues avec des entreprises voisines (écologie industrielle) ?</li> </ul>
<p><b>Clé Recherche et développement</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entreprise fait-elle de la recherche pour diminuer l'impact environnemental de ses produits (par exemple pour diminuer la consommation d'énergie de ses produits) ?</li> <li>• L'entreprise fait-elle de la recherche pour aboutir à un processus de production plus respectueux de l'environnement (technologies plus propres) ?</li> </ul>
<p><b>Clé Aides publiques</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des aides publiques ont-elles été octroyées dans le cadre d'investissements visant à améliorer la gestion de l'environnement (aides à la recherche, aides à l'économie d'énergie, aides à la formation du FOREM, subsides en capital, etc.) ? Lesquelles (nature, montant, conditions d'octroi et d'utilisation, etc.) ?</li> </ul>